



# Conseil économique et social

Distr. générale  
1<sup>er</sup> avril 2014  
Français  
Original : anglais

## Comité chargé des organisations non gouvernementales

Reprise de la session de 2014

19-28 mai et 6 juin 2014

### **Rapports quadriennaux pour la période 2009-2012 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil**

#### **Note du Secrétaire général**

#### **Additif**

## Table des matières

	<i>Page</i>
1. Fundación de Ayuda Contra la Drogadicción .....	2
2. Grameena Vikas Samithi .....	3
3. Humanitarian Foundation of Canada .....	4
4. International Association for Impact Assessment .....	6
5. Union internationale des magistrats .....	8
6. Association internationale des femmes à la radio et à la télévision .....	9
7. International Center for Innovations in Civic Participation .....	11
8. International Critical Incident Stress Foundation .....	13
9. Fédération internationale pour la planification familiale .....	14
10. Secours islamique .....	16
11. Associations unies des femmes coréennes .....	17
12. Korean Council for Local Agenda 21 .....	19
13. Fondation coréenne pour l'aide mondiale .....	19
14. Association juridique de l'Asie et du Pacifique .....	21
15. Fondation Tebtebba .....	22



## **1. Fundación de Ayuda Contra la Drogadicción**

### **Statut consultatif spécial accordé en 1989**

#### **Introduction**

La Fondation pour l'aide à la lutte contre la toxicomanie est une organisation privée, à but non lucratif, sans affiliation confessionnelle ou politique. Elle offre une assistance caritative et sa mission première est la prévention de l'usage des drogues et de leurs séquelles.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

L'organisation a été créée en 1986. Elle collabore avec d'autres organisations de la société civile qui comprennent que les problèmes de la drogue appellent une réponse consistant avant tout en une aide, visant principalement la prévention. L'une des différences est que l'organisation mène des stratégies éducatives scolaires et non scolaires de prévention de la toxicomanie. Elle encourage une éducation préventive à tous les niveaux (l'école, la famille et le quartier) en visant des objectifs précis relatifs à la lutte contre la toxicomanie et les autres comportements présentant des risques psychosociaux.

#### **Changements importants au sein de l'organisation**

En 2011, l'organisation a modifié le libellé de sa mission pour concentrer son action et son intérêt sur les adolescents et les jeunes.

#### **Contribution aux activités de l'ONU**

La Fondation travaille sur le développement et l'application de programmes éducatifs de prévention de la toxicomanie et sur des campagnes de sensibilisation, et recherche également un élargissement de ses connaissances en travaillant surtout avec des organismes publics et locaux en Espagne et en Amérique latine.

#### **Participation aux réunions de l'ONU**

Aucune participation n'a été indiquée.

#### **Coopération avec des organes des Nations Unies**

En coopération avec la Commission nationale espagnole pour la coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), la Fondation a organisé la remise d'un prix aux enseignants pour l'action qu'ils mènent, notamment pour faire connaître des projets éducatifs élaborés par les enseignants pour promouvoir des valeurs sociales telles que la solidarité, la tolérance et le respect mutuel, et contribuer ainsi à la prévention des comportements à risque que sont la toxicomanie, la violence ou le racisme.

#### **Initiatives prises par l'organisation en faveur de la réalisation des objectifs Du Millénaire pour le développement**

Pour aider à réaliser les objectifs 2, 3 et 8 des OMD, la Fondation a organisé 15 stages de formation (en ligne et de personne à personne) visant des enseignants

et des élèves. Ainsi, au total 1 723 enseignants et 2 345 élèves en ont directement profité.

## **2. Grameena Vikas Samithi**

### **Statut consultatif spécial accordé en 2001**

#### **Introduction**

Grameena Vikas Samithi est une association créée en 1992. Ses fondateurs ont plus de 20 ans d'expérience de l'éducation des adultes, du développement rural, de l'organisation de groupes de femmes, de la gestion des effets des sécheresses et du développement agricole. L'association travaille surtout dans la ville de Bundelkhand, dans le Madhya Pradesh, en Inde.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

Le but de l'organisation est d'aider les citoyens à prendre conscience de leurs droits, de leurs responsabilités et de celles de l'État et, ensemble, de mettre les ressources publiques à la disposition de chacun. La méthode suivie consiste à appliquer des moyens d'émancipation sans exclusive en travaillant avec les groupes les plus marginalisés de la société qui respectent et encouragent l'égalité. L'organisation s'occupe du développement et de l'application de méthodes agricoles en terre sèche, des méthodes agricoles viables à terme, ainsi que de sensibilisation concernant les soins de santé, l'autonomisation des femmes et la viabilité environnementale. Elle travaille surtout avec des organisations locales indiennes.

#### **Changements importants au sein de l'organisation**

Aucun changement important n'est signalé.

#### **Contribution aux activités de l'ONU**

Une équipe de terrain a organisé pour le public, dans la ville de Tirupati (Inde) un programme de familiarisation avec la médecine naturopathique, afin de former des groupes cibles et de les motiver pour agir localement en appliquant une pensée mondiale.

#### **Participation aux réunions de l'ONU**

Aucune participation n'est signalée.

#### **Coopération avec des organes des Nations Unies**

En sa qualité de membre du réseau de la Convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, Grameena Vikas Samithi a organisé en Inde le 17 juin 2009 la Journée mondiale de la lutte contre la désertification et la sécheresse.

### **Initiatives prises par l'organisation en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

S'agissant de l'objectif 1, l'organisation a aidé à lutter contre la pauvreté en propageant des techniques agricoles en terre sèche qui ont profité à 252 agriculteurs du district de Chittoor, dans l'Andra Pradesh (Inde).

S'agissant de l'objectif 3, des volontaires de l'organisation ont participé activement à une réunion de femmes volontaires organisée par le Collectif des femmes de Bhumika. Grâce à une permanence téléphonique, les volontaires apprennent aux femmes qui appellent à se rendre dans un tribunal, un poste de police, des bureaux de protection ou des centres de conseils familiaux.

Sur l'objectif 6, l'organisation a participé à une initiative de lutte contre le sida dans la ville de Tirupati.

Sur l'objectif 7, en 2010, l'organisation a travaillé à la plantation d'ananas, 95 variétés ayant été obtenues et plantées dans des exploitations afin de dégager un revenu supplémentaire dans l'État d'Andhra Pradesh. Elle a organisé un camp de formation sur l'alimentation du bétail. Son personnel a participé le 22 mai à la Journée internationale de la diversité biologique, à la Journée mondiale de l'environnement le 5 juin et à la Journée de l'ozone le 16 septembre, réunions qui avaient été organisées dans la ville de Tirupati par le Centre régional pour la science et le Gouvernement indien.

## **3. Humanitarian Foundation of Canada**

### **Statut consultatif spécial accordé en 2005**

#### **Introduction**

La Fondation humanitaire du Canada est un organisme à but non lucratif qui cherche à réduire la pauvreté, le chômage chronique, la maladie et la faim; elle s'occupe du sort des sans-abri et remédie aux causes de ces phénomènes à l'échelle mondiale et au Canada.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

Ses objectifs sont les suivants :

- a) Atténuer la pauvreté en formant les chômeurs et les pauvres non qualifiés à des emplois par des projets d'autoassistance;
- b) Protéger les enfants contre la maltraitance et l'exploitation;
- c) Fournir une éducation et atténuer la pauvreté par des communications de groupe et une coopération avec des groupes d'autoassistance;
- d) Dispenser des soins curatifs et préventifs;
- e) Réaliser toutes ces activités par l'emploi de ressources publiques et privées locales.

La Fondation cherche à réduire la pauvreté et le chômage, améliorer le sort des jeunes sans domicile, lutter partout contre la sous-alimentation, en fournissant des logements, en produisant des denrées alimentaires et en les transformant, en

fournissant des services d'éducation et de soins de santé et en encourageant la microentreprise.

### **Changements importants au sein de l'organisation**

Aucun changement important n'a été signalé.

### **Contribution aux activités de l'ONU**

La Fondation a participé aux activités suivantes :

a) Elle a lancé dans les campagnes chinoises des projets éducatifs : elle a notamment construit six écoles dans des villages de montagne, organisé des stages sur les méthodes et les normes pédagogiques, fourni des moyens d'enseignement sur les techniques agricoles afin de réduire la pauvreté, formé des dirigeants de village et aidé les femmes à défendre leurs droits et améliorer leur santé. Elle a également aidé des garçons et des filles à terminer leur éducation primaire;

b) Grâce à la Fondation, des femmes pauvres ont reçu une formation professionnelle à l'entreprise, ainsi qu'au sujet de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes;

c) Son programme de services communautaires à Calgary (Canada) a apporté un soutien à la communauté, qui ne cesse d'augmenter, d'immigrants de cette ville et aux personnes âgées connaissant mal l'anglais, par des conseils de crise, un aiguillage, des services d'interprète et d'autres formes de soutien;

d) À Sri Lanka, la Fondation a produit des cahiers scolaires et organisé une formation à l'informatique à l'intention d'adolescents ayant abandonné l'école;

e) La Fondation a organisé un concert dans le cadre d'une manifestation pour la jeunesse afin de faire mieux connaître le travail des Nations Unies et leur contribution à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement;

f) La Fondation a aidé financièrement le projet Adharshila qui est réalisé dans les bidonvilles de New Delhi;

g) La Fondation a apporté une aide à plusieurs orphelinats à Sri Lanka.

### **Participation aux réunions de l'ONU**

Aucune participation n'est signalée.

### **Coopération avec des organes des Nations Unies**

Aucune coopération n'est signalée.

### **Initiatives prises par l'organisation en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

La Fondation a organisé 750 stages de formation à l'élevage à l'intention d'agriculteurs et de femmes. Elle a également mis en place des programmes d'eau potable et d'assainissement dans des villages pauvres.

## **4. International Association for Impact Assessment**

### **Statut consultatif spécial en 1989**

#### **Introduction**

L'Association internationale pour les études d'impact est une organisation à vocation éducative, composée de membres, qui réunit des spécialistes de l'environnement. Elle réunit ainsi des chercheurs, des praticiens et des utilisateurs de divers types d'étude d'impact, dans toutes les parties du monde.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

Les buts et objectifs de l'organisation sont les suivants :

a) Faire progresser l'étude d'impact, dans ses applications allant du niveau local au niveau mondial. On entend par étude d'impact tout ce qui regroupe de nombreuses disciplines spécialisées visant l'établissement d'une étude globale d'impact. La notion présente une pertinence particulière pour l'Organisation des Nations Unies, qui s'occupe de l'impact sur l'environnement, de l'impact sur la diversité biologique, de l'impact social (et notamment de l'impact sur la problématique hommes-femmes et sur la pauvreté), des études d'impact sur la santé et des études d'impact intégrées;

b) Élaborer un potentiel international et local pour être en mesure de prévoir, planifier et gérer les conséquences du développement, afin d'améliorer la qualité de vie de tous.

#### **Changements importants au sein de l'organisation**

Aucun changement important n'a été signalé.

#### **Contribution aux activités de l'ONU**

L'Association organise des conférences, des colloques et publie des ouvrages qui vont dans le sens de l'action des Nations Unies. On peut citer en exemple :

a) S'agissant de l'économie verte, la trentième conférence annuelle de l'Association accueillie du 6 au 11 avril 2010, à Genève, par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE); la conférence a porté sur le rôle de l'étude d'impact dans le passage à l'économie verte, ce qui est tout à fait dans l'esprit de l'initiative du PNUE sur l'économie verte lancée à cette date;

b) Sur le changement climatique, l'Association a organisé des colloques sur le changement climatique et l'étude d'impact : à Aalborg (Danemark) le 25 et le 26 octobre 2010; et à Washington, les 15 et 16 novembre 2010, juste après un colloque sur le changement climatique, l'étude d'impact et la gestion des effets des catastrophes qui a eu lieu le 15 novembre 2010 dans la même ville. L'Association a publié plusieurs ouvrages sur les décisions intelligentes à prendre sur le climat et le principe international des pratiques optimales s'agissant du changement climatique;

c) Sur le sujet des droits de l'homme, l'Association a organisé des conférences annuelles à Puebla (Mexique) et à Porto (Portugal) en 2011 et 2012; ces conférences ont porté respectivement sur les principes directeurs concernant les entreprises et les droits de l'homme : application du cadre de référence des Nations

Unies « Protéger, respecter et réparer », qui a été entériné par le Conseil des droits de l'homme.

### **Participation aux réunions de l'ONU**

L'Association a participé aux réunions suivantes :

- a) Réunion d'examen de la version définitive d'une recommandation sur le paysage urbain à travers le temps, à l'UNESCO, du 25 au 27 mai 2011 à Paris; au cours de cette réunion, l'Association a proposé un changement qui a été adopté, et qui tend à renforcer la notion de patrimoine comme catégorie polyvalente;
- b) Cinquième session de la réunion des Parties à la Convention sur l'étude d'impact environnemental dans un contexte transfrontière, tenue à Genève du 20 au 23 juin 2011, et réunions du Groupe de travail sur l'étude d'impact sur l'environnement et l'étude environnementale stratégique, sous les auspices de la Commission économique pour l'Europe;
- c) Deuxième réunion intersessions en vue de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à New York les 15 et 16 décembre 2011; un atelier connexe de création de capacités, le 14 décembre 2011; et la Conférence des Nations Unies sur le développement durable elle-même.

### **Coopération avec les organes des Nations Unies**

L'Association a coopéré avec plusieurs organismes des Nations Unies :

- a) Avec l'Organisation mondiale de la santé, l'Association a coordonné un examen collégial en vue de la publication d'un guide de l'OMS sur l'étude d'impact sur la santé dans les opérations de prêt au développement; elle a organisé une session sur le projet de texte durant sa dixième conférence, tenue à Accra du 17 au 22 mai 2009; elle a tenu avec l'OMS une conférence conjointe à Genève le 6 avril 2010 sur ce que les études d'impact sur la santé peuvent offrir dans la perspective du développement urbain et des industries extractives;
- b) L'Association a fait connaître les efforts du PNUE pour obtenir un retour d'information sur l'application des recommandations de la Commission mondiale des barrages, par son bulletin trimestriel et son site Internet.

### **Initiatives prises par l'organisation en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'Association a soutenu les activités suivantes :

- a) À sa conférence tenue du 17 au 22 mai 2009 à Accra, elle a organisé deux réunions sur ce qui peut être fait pour réaliser les OMD;
- b) À sa conférence tenue du 6 au 11 avril 2010 à Genève, elle a organisé deux séances portant sur les OMD : l'une sur les moyens de rendre opérationnelle la planification de la construction des grandes routes et l'autre sur un projet relatif au lac Volta (Ghana) comme ressource pour l'investissement vert et la réalisation des OMD.

### **Information complémentaire**

L'Association est la seule organisation internationale qui se consacre entièrement à la promotion et au perfectionnement de l'utilisation des études d'impact. Ses conférences annuelles rassemblent de nombreux experts des études d'impact et de nombreux spécialistes intéressés, qui souvent sont des fonctionnaires des organismes des Nations Unies.

## **5. Union internationale des magistrats**

### **Statut consultatif spécial accordé en 1985**

#### **Introduction**

L'Union internationale des magistrats a été fondée à Salzbourg (Autriche) en 1953 en tant qu'organisation internationale professionnelle et non politique, destinée à réunir non pas des magistrats mais des associations nationales de magistrats. Elle est actuellement la seule fédération d'associations de magistrats dans le monde. À ce jour elle fédère 80 associations ou groupes représentatifs nationaux. Elle distingue quatre groupes régionaux : Europe, Amérique latine, Afrique et Asie, Amérique du Nord et Océanie. L'Union a créé quatre commissions d'étude qui s'occupent respectivement de l'administration de la justice et du statut du pouvoir judiciaire, du droit civil et de la procédure civile, du droit pénal et de la procédure pénale, et du droit public et social. Son financement est assuré par les cotisations annuelles de ses membres.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

Le but de l'Union internationale des magistrats est de permettre la mise en œuvre des principes fondamentaux de l'indépendance du pouvoir judiciaire, adoptés au septième Congrès des Nations Unies sur le crime et le traitement des délinquants, tenu à Milan du 26 août au 6 septembre 1985 et entériné par l'Assemblée générale à sa quarantième session.

#### **Changements importants au sein de l'organisation**

Aucun changement important n'est signalé.

#### **Contribution aux activités de l'ONU**

Un représentant de l'Union internationale des magistrats a participé à la réforme judiciaire en Afghanistan, conformément à la décision prise lors d'une réunion aux Nations Unies en mars 2008.

#### **Participation aux réunions de l'ONU**

L'Union internationale des magistrats a participé aux réunions suivantes :

a) Cinquième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, tenue du 18 au 22 octobre 2010 à Vienne;



b) Dix-neuvième et vingtième sessions de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, tenues du 17 au 21 mai 2010 et du 11 au 15 avril 2011 à Vienne;

c) Soixante-troisième réunion annuelle commune du Département de l'information et de la Conférence des organisations non gouvernementales, tenue du 30 août au 1<sup>er</sup> septembre 2010 à Melbourne (Australie) au cours de laquelle l'Union a fait un exposé sur le mentorat dans le domaine judiciaire.

### **Coopération avec des organes des Nations Unies**

L'Union internationale des magistrats a collaboré avec le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats à Genève en novembre 2012. Elle a coopéré avec ses associations membres lors de la rédaction d'un manuel sur les droits de l'homme à l'intention des élèves magistrats et pour les travaux pratiques.

### **Initiatives prises par l'organisation en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Dans l'optique des objectifs du Millénaire pour le développement, l'Union internationale des magistrats, par l'intermédiaire de son principal représentant à Genève, participe à des activités menées par l'organisation non gouvernementale « Mouvement international Aide à toute détresse quart monde ».

## **6. Association internationale des femmes à la radio et à la télévision**

### **Statut consultatif spécial accordé en 1985**

#### **Introduction**

L'Association internationale des femmes à la radio et à la télévision est une organisation mondiale composée de femmes spécialistes de l'audiovisuel électronique, avec pour mission de concourir à des initiatives destinées à veiller à ce que le point de vue et les valeurs des femmes soient bien présents dans les émissions de radio et de télévision et de faire progresser la cause des femmes travaillant dans la presse parlée. L'association collabore avec des organisations de la presse parlée, organise des conférences, applique des projets et mène des activités visant le progrès. Elle compte des chapitres dans 10 pays et, dans le monde, des membres sur les cinq continents.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

Le but de l'Association est de porter à l'attention des auditeurs les problèmes de la couverture médiatique des femmes et de la condition féminine, de façon à contrecarrer les stéréotypes sexuels et accroître la participation des femmes à l'audiovisuel et aux décisions relatives aux médias. Elle cherche à susciter une sensibilisation et une meilleure compréhension dans le public des questions de la condition féminine en organisant des séminaires, des ateliers et des conférences, en encourageant le dialogue et une meilleure compréhension chez les praticiens de la presse parlée et dans la société en général. Elle finance des documentaires pour des émissions de radio et de télévision, des festivals cinématographiques et des

concours, et décerne des prix et des bourses d'études d'importance pour les femmes ou relatifs aux femmes.

### **Changements importants au sein de l'organisation**

Un secrétariat a été établi à Manille en 2010 pour gérer les nombreuses demandes qui ont accompagné l'expansion et la croissance de l'organisation. En 2011, ce secrétariat a été transféré à Nairobi.

### **Contribution aux activités de l'ONU**

Les buts de l'Association correspondent bien aux objectifs J.1 et J.2 du Programme d'action de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, qui portent sur les femmes et les médias. En outre, l'Association cherche à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans le cadre des travaux menant à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Elle organise aussi des activités ayant pour but d'appliquer la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité.

### **Participation aux réunions de l'ONU**

L'Association a participé aux réunions suivantes :

a) Depuis 2011, une représentante a siégé au Comité exécutif des organisations non gouvernementales associées au Département de l'information et a présidé ou facilité des ateliers de communication;

b) Des représentantes de l'Association ont assisté aux sessions de la Commission de la condition de la femme entre 2009 et 2012 et ont accueilli des manifestations parallèles de 2010 à 2012. En 2010, cette manifestation parallèle portait sur la feuille de route pour l'autonomisation des femmes grâce à des médias ciblés; en 2011, elle a porté sur les techniques s'appliquant à des problèmes sexospécifiques et en 2012 sur les moyens d'expliquer en termes simples les médias au niveau local;

c) Des représentantes ont participé à des réunions du Conseil économique et social, à des réunions communes du Département de l'information et des organisations non gouvernementales, et à des réunions générales tenues chaque année durant la période considérée;

d) En 2010, des membres ont assisté à une foire pour la paix afin de célébrer le dixième anniversaire de l'adoption, par le Conseil de sécurité, de la résolution [1325 \(2000\)](#) sur les femmes et la paix et la sécurité.

### **Coopération avec des organes des Nations Unies**

En 2012, l'Association a collaboré avec l'UNESCO pour une conférence régionale tenue en Tunisie sur le rôle et l'image de la femme dans les médias tunisiens après la révolution. L'UNESCO a aidé à financer et à organiser la conférence. En outre, l'Association a tenu une conférence régionale en République-Unie de Tanzanie avec une contribution locale de l'UNESCO. Cette conférence portait sur les enjeux, les problèmes et les perspectives s'agissant de la lutte contre la violence sexiste.

### **Initiatives prises par l'organisation en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'Association s'attache à encourager les activités qui contribuent à l'objectif 3 des OMD. Elle finance des projets spéciaux dans le domaine du film, des documentaires radiodiffusés et du théâtre à la radio, en mettant l'accent sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles. On peut citer en exemple un documentaire et un projet réalisé au Kashmir sur la question des « demi-veuves », c'est-à-dire les femmes dont le mari a disparu mais qui n'a pas été déclaré décédé. Elle a produit aussi un manuel juridique en bandes dessinées pour aider les personnes illettrées par des directives sur les moyens de porter plainte ou de déclarer la disparition d'une personne, contre des militaires soupçonnés d'être responsables de la disparition d'un de leurs proches. Dans le cadre d'un projet contre la traite des femmes et des filles en Inde, des ateliers ont été organisés dans des villages reculés pour former des dirigeantes locales sur les moyens de repérer des signes de traite de personnes. Ces ateliers ont également présenté des moyens novateurs de prévention par une thérapie fondée sur la danse. Un autre exemple est un projet multimédias au Cameroun sur les mutilations génitales féminines, intitulé « Non à l'excision ». Ce projet inclut des émissions radio, vidéo, des réunions communautaires et des pièces de théâtre. Des dirigeants locaux ont été intégrés à des tournées d'action dans les campagnes. Les chapitres de l'Association mènent des enquêtes sur la transversalisation de la problématique hommes-femmes dans les organes de la presse parlée du pays, en utilisant des indicateurs ventilés par sexe comme moyen d'engager les responsables des émissions à appliquer les principes et la pratique de l'égalité des sexes dans les médias, comme le veut la Déclaration de Beijing.

## **7. International Center for Innovations in Civic Participation**

### **Statut consultatif spécial accordé en 2009**

#### **Introduction**

Le Centre international pour les innovations dans la participation civique est le chef de file dans le domaine de l'engagement civique des jeunes. Il envisage un monde dans lequel les jeunes de tous les pays participeraient activement à l'amélioration de leur vie quotidienne et de celle de leurs localités par une participation civique. Elle est convaincue que les programmes de service civil des jeunes, bien structurés, peuvent apporter des solutions novatrices à des questions sociales et environnementales tout en aidant les jeunes à acquérir les qualifications nécessaires à leur emploi futur et au futur exercice de leurs droits civiques.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

L'organisation mène sa mission grâce à quatre activités :

- a) Elle conçoit des modèles novateurs de programmes de service civil à l'intention des jeunes;
- b) Elle crée et développe des réseaux mondiaux;

c) Elle mène des recherches et publie des informations sur l'engagement civique des jeunes, notamment par le service civil à l'échelle nationale et l'apprentissage de la notion de service;

d) Elle sert d'intermédiaire financier pour l'élaboration de politiques d'innovation en matière de service civil.

### **Changements importants au sein de l'organisation**

Aucun changement important n'a été signalé.

### **Contribution aux activités de l'ONU**

Au cours des quatre dernières années l'organisation a cherché à promouvoir un développement de la jeunesse grâce à des moyens importants et à encourager le volontarisme international. Elle a renforcé son partenariat avec l'UNICEF pour recenser, à l'échelle mondiale, les conditions qui déterminent les politiques de service civil de la jeunesse et les projets dans ce domaine, de façon à poser les bases de la création de capacités et du passage à grande échelle de ces services avec les partenaires locaux. Elle a publié des résumés des politiques de service civil en Amérique latine et en Europe de l'Est afin d'évaluer ces programmes et de faire des recommandations aux gouvernements des pays concernés, aux organisations internationales et aux donateurs qui souhaiteraient investir dans le développement de programmes et de politiques concernant le service civil des jeunes.

### **Participation aux réunions de l'ONU**

Aucune participation n'a été signalée.

### **Coopération avec des organes des Nations Unies**

En 2012, l'organisation a coopéré étroitement avec les Volontaires des Nations Unies à des programmes en Afrique subsaharienne. Elle a cherché à comprendre et faire connaître les programmes que les VNU ont aidé à créer, et à déterminer comment ces programmes pourraient améliorer les perspectives d'emploi des jeunes participants une fois qu'ils ont terminé leur service civil. Elle a ensuite présenté ces programmes dans des documents de recherche qui ont été diffusés dans le monde aux autorités nationales responsables du service civil des jeunes. En juin 2009, le Bureau régional de l'UNICEF pour l'Amérique latine et les Caraïbes a passé un contrat avec l'organisation pour la coproduction d'une publication sur les moyens de promouvoir la participation des adolescents et adolescentes.

L'organisation a travaillé en partenariat avec l'UNICEF pour organiser un stage de formation sur la citoyenneté des jeunes en vue d'un cours interinstitutions de formation sur les moyens d'investir au mieux dans la jeunesse. Le stage s'est tenu du 5 au 9 octobre 2009 à Turin, au Centre international de formation.

### **Initiatives prises par l'organisation en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'organisation a aidé à réaliser les OMD en cherchant à réduire les taux élevés de chômage des jeunes par un projet sur le service civil national et les perspectives d'emploi des jeunes.

## **8. International Critical Incident Stress Foundation**

### **Statut consultatif spécial accordé en 1997**

#### **Introduction**

Fondée en 1989, la Fondation est un organisme à but non lucratif qui dispense des services d'éducation, de formation et une aide dans les situations de crise à des services de secours et des organismes militaires ainsi qu'à des hôpitaux, des collectivités locales, des établissements scolaires, des gouvernements, des entreprises commerciales et industrielles. Sa composition n'est pas limitée et elle compte des membres dans plus de 40 pays.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

La Fondation cherche à réduire les effets néfastes du stress post-traumatique sur les individus et les groupes en dispensant une éducation et une formation traumatologique reposant sur des données factuelles. Elle continue à mettre au point de nouvelles techniques d'intervention après des événements traumatisants. Elle vise aussi à faciliter une récupération rapide des personnes traumatisées ou si nécessaire un aiguillage vers un psychothérapeute ou un médecin. Son objectif premier est de dispenser une éducation et une formation à la gestion du stress post-traumatique mais elle peut aussi organiser des consultations cliniques et diriger des services de crise quand ces services sont nécessaires.

#### **Changements importants au sein de l'organisation**

Aucun changement important n'est signalé.

#### **Contribution aux activités de l'ONU**

Au cours de la période considérée, la Fondation a organisé deux congrès mondiaux de cinq jours chacun, auxquels ont participé 21 pays. Des personnes venant de nombreux pays et des Nations Unies ont été invitées à discuter de questions traumatologiques. La Fondation a dépêché des présentateurs et des représentants à huit conférences sur le stress, le traumatisme et les moyens d'y faire face, organisées au Canada, en Europe et dans le Pacifique Sud.

#### **Participation aux réunions de l'ONU**

La Fondation a dépêché un traumatologue pour faire un exposé lors d'une conférence internationale sur les catastrophes, tenue à Paris en 2009 avec le concours des Nations Unies.

#### **Coopération avec des organes des Nations Unies**

La Fondation est membre du Groupe de travail consultatif sur le stress, relevant du Département de la sûreté et de la sécurité du Secrétariat de l'ONU. Elle est prête à répondre à des demandes émanant des Nations Unies pour l'organisation de stages de formation aux moyens de remédier au stress post-traumatique et aux services d'appui.

### **Initiatives prises par l'organisation en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

La Fondation a organisé des programmes spéciaux de formation sur la prévention de la violence, dans l'optique surtout des femmes et des enfants.

### **Information complémentaire**

Il arrive fréquemment qu'après un événement traumatisant, la Fondation reçoive des demandes d'information et de directives spécifiques sur la manière d'aborder la réaction à un stress post-traumatique. Ses avis ont ainsi été fournis gratuitement à des fonctionnaires des Nations Unies de par le monde. Elle a récemment été consultée par des organismes qui s'efforcent d'aider les populations traumatisées fuyant le conflit en République arabe syrienne. Elle a également formé des psychiatres pour en faire des instructeurs de victimes de traumatisme et a récemment fourni des ressources techniques à l'Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis, à l'Égypte et au Mexique.

## **9. Fédération internationale pour la planification familiale**

### **Statut consultatif général accordé en 1973**

#### **Introduction**

La Fédération internationale pour la planification familiale dispense, à l'échelle mondiale, des services dans le domaine des droits et de la santé en matière de sexualité et de procréation, dont elle est l'un des plus ardents défenseurs. C'est un mouvement mondial qui fédère des organismes locaux travaillant dans 172 pays. Elle gère 65 000 centres de soins dans le monde et donne chaque année plus de 89 millions de consultations.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

En 2003, la Fédération a adopté un nouveau plan stratégique pour la période 2005-2015 qui cible ses travaux sur cinq domaines prioritaires : les adolescents et les jeunes (pour garantir qu'ils sont bien conscients de leurs droits en matière de sexualité et de procréation et font à ce sujet des choix en connaissance de cause); le VIH et le sida (afin de réduire l'incidence mondiale de la maladie et de protéger les droits de ceux qui sont contaminés ou affectés par elle); l'avortement (pour réduire le nombre d'avortements non médicalisés et élargir l'accès légal à ce geste); l'accès (à l'information, l'éducation et les services pour tous en matière de santé de la sexualité et de la procréation, en particulier pour les pauvres et les laissés pour compte) et la mobilisation (pour améliorer le soutien aux droits et à la santé sexuels et procréatifs).

#### **Changements importants au sein de l'organisation**

Aucun changement important n'est signalé.

#### **Contribution aux activités de l'ONU**

En 2009, pour le quinzième anniversaire de la Conférence internationale sur la population et le développement, la Fédération a lancé une campagne pour appeler

les gouvernements à honorer les engagements qu'ils ont pris d'accorder aux jeunes un accès meilleur aux services et à l'information en matière de santé de la sexualité et de la procréation, comme le préconise le document issu de la Conférence. La Fédération a participé à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, appelant à l'inclusion de la santé et des droits en matière de sexualité et de procréation dans le développement international. La Fédération a également organisé une manifestation parallèle pour examiner les questions relatives à la démographie, à la condition de la femme et aux droits fondamentaux.

### **Participation aux réunions de l'ONU**

La Fédération a participé aux réunions suivantes :

a) Les quarante-deuxième à quarante-cinquième sessions de la Commission de la population et du développement (à New York, entre 2009 et 2012). En 2009, elle a soumis une déclaration écrite, prononcé une déclaration orale et organisé une manifestation parallèle sur les engagements en faveur des jeunes, pris lors de la Conférence internationale sur la population et le développement. En 2011, avec le FNUAP, elle a organisé une réunion parallèle sur « Les filles d'abord ». En 2012, elle a aidé des militants de la cause de la jeunesse venus d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Amérique latine à participer à une action de mobilisation avec leur gouvernement en faveur de politiques et de programmes de soutien.

b) Les examens ministériels annuels du Conseil économique et social (2009-2012). En 2009, la Fédération a fait un exposé oral sur la santé sexuelle et procréative des jeunes;

c) Les cinquante-troisième à cinquante-sixième sessions de la Commission de la condition de la femme (2009 à 2012 à New York). En 2009, la Fédération a présenté une déclaration écrite et organisé une réunion parallèle sur la promotion de l'autonomisation sexuelle et procréative;

d) En 2009, la Fédération a organisé, avec d'autres, une réunion sur la mortalité maternelle dans le cadre des débats du Conseil des droits de l'homme à Genève.

### **Coopération avec des organes des Nations Unies**

La Fédération a officialisé son partenariat stratégique avec le Programme commun des Nations Unies pour la lutte contre le VIH/sida (ONUSIDA), le FNUAP et l'OMS. Elle a également collaboré avec la Banque mondiale de façon à faire entendre la société civile dans les consultations sur les politiques relatives à la santé sexuelle et procréative. Elle a travaillé très étroitement avec ces organismes et d'autres sur les projets, programmes et questions techniques les plus divers. Elle a également considéré comme prioritaire d'utiliser la procédure de l'examen périodique universel comme moyen, pour ses associations membres, d'influencer le choix des politiques nationales. Elle a ainsi formé du personnel de ses bureaux régionaux à l'utilisation des procédures de l'examen périodique universel et plusieurs associations membres de la Fédération ont présenté des rapports parallèles et fait pression sur leur gouvernement pour qu'il adopte certaines recommandations précises.

**Initiatives prises par l'organisation en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

La Fédération a participé activement à la réalisation des objectifs, en retenant en particulier l'action menée pour appliquer intégralement les objectifs 5 et 6 et en participant à l'élaboration du programme d'action prenant la relève des OMD. À cette fin, elle a fait campagne auprès des gouvernements pour qu'ils fassent figurer dans le programme de développement pour l'après-2015 les droits et la santé sexuels et procréatifs, répondu à la consultation lancée par le Gouvernement britannique sur ce programme, participé aux débats thématiques dirigés par les Nations Unies à ce sujet et proposé plusieurs objectifs et indicateurs précis devant figurer dans le programme de développement pour l'après-2015.

**10. Secours islamique****Statut consultatif spécial accordé en 1993****Introduction**

Le Secours islamique est un organisme caritatif international de secours et de développement qui envisage l'avènement d'un monde de concorde dans lequel les gens unissent leurs efforts pour alléger la souffrance d'autrui, les émanciper pour qu'ils accomplissent leur potentiel. C'est une organisation non gouvernementale indépendante fondée au Royaume-Uni en 1984. Présent dans plus de 30 pays, le Secours islamique encourage un développement économique et social en travaillant avec les populations locales pour faire reculer la pauvreté, l'illettrisme et la maladie. Le Secours islamique intervient également en cas de catastrophe et dans les situations d'urgence en aidant les populations en crise. Il fournit son aide, sans espoir de retour, et sans faire acception de religion, d'appartenance ethnique ou de sexe.

**Buts et objectifs de l'organisation**

Illustrant des valeurs proprement islamiques, le Secours islamique mobilise des ressources, noue des partenariats et renforce les capacités locales dans ses actions visant à :

- a) Permettre aux populations locales de réduire les effets des catastrophes, les préparer à leur éventualité et intervenir en fournissant des secours, une protection et des moyens de relèvement;
- b) Encourager une gestion intégrée du développement et de l'environnement, en mettant l'accent sur des moyens d'existence durables;
- c) Aider les groupes vulnérables et marginalisés à faire connaître leurs besoins et à éliminer les causes profondes de la pauvreté.

**Changements importants au sein de l'organisation**

Aucun changement important n'est signalé.



### **Contribution aux activités de l'ONU**

Le Secours islamique a apporté une contribution importante aux travaux des Nations Unies en étant un partenaire majeur du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, du Programme des Nations Unies pour le développement et du Programme alimentaire mondial dans plus de 75 projets réalisés en Afghanistan, en Égypte, en Éthiopie, en Iraq, en Jordanie, au Kenya, au Liban, en Libye, au Mali, au Niger, au Pakistan, en Somalie, au Soudan, dans le Territoire palestinien occupé (à Gaza), en Tunisie et au Yémen.

### **Participation aux réunions de l'ONU**

Le Secours islamique a participé à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable ainsi qu'aux sessions au cours desquelles, à l'échelle régionale, des recommandations ont été proposées pour un programme de développement pour l'après-2015.

### **Coopération avec des organes des Nations Unies**

Elle a pris les formes suivantes :

- a) Le Secours islamique est membre du groupe de travail du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, et en cette qualité il cherche à améliorer la connaissance par le Haut-Commissariat des différentes confessions et à travailler avec les dirigeants confessionnels;
- b) Le Secours islamique a été l'un des principaux organisateurs, en 2010, à l'École des cadres des Nations Unies, d'un échange de connaissances sur les moyens d'organiser les partenariats avec des organismes confessionnels;
- c) Il conseille l'UNICEF sur la coopération avec des organisations confessionnelles.

### **Initiatives prises par l'organisation en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Tout en réalisant ses projets, le Secours islamique s'assure que leurs objectifs contribuent effectivement à la réalisation des OMD qui cherchent à réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle et éliminer l'extrême pauvreté et la faim.

## **11. Associations unies des femmes coréennes**

### **Statut consultatif spécial accordé en 2001**

#### **Introduction**

L'objectif des Associations unies des femmes Coréennes est de créer une société égalitaire, sans discrimination institutionnelle, dans laquelle les femmes à l'instar des hommes jouiront des droits égaux et vivront dans la dignité. Leur but est également de construire une société démocratique où les droits politiques, économiques, sociaux et culturels seront pleinement garantis et d'aboutir à une réunification pacifique de la République populaire et démocratique de Corée et la République de Corée.

### **Buts et objectifs de l'organisation**

Les principaux modes d'action sont la promotion et le lobbying en faveur de lois et de décisions politiques qui soient attentives à l'égalité des sexes, y compris des activités à cet effet reposant sur le consensus entre les différents groupes de femmes, sur des auditions publiques, des conférences, des ateliers, des réunions, des conférences et des communiqués de presse, des campagnes locales, nationales et internationales, des pétitions, des manifestations culturelles, l'organisation d'une formation au sujet de l'égalité des sexes, des programmes de création de capacités pour les militantes et une aide aux associations locales de femmes.

### **Changements importants au sein de l'organisation**

Aucun changement important n'a été signalé.

### **Contribution aux activités de l'ONU**

Les Associations unies des femmes coréennes ont présenté un rapport parallèle et organisé un déjeuner de réflexion avec le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes lors de la quarante-neuvième session du Comité, tenue à Genève du 11 au 29 juillet 2011.

### **Participation aux réunions de l'ONU**

Les Associations unies des femmes coréennes ont participé à la réunion régionale préparatoire Asie-Pacifique de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Séoul les 19 et 20 octobre 2011.

### **Coopération avec des organes des Nations Unies**

Aucune coopération n'est signalée.

### **Initiatives prises par l'organisation en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Les Associations unies des femmes coréennes ont pris les initiatives suivantes :

- a) Elles ont participé à un atelier Asie-Pacifique de la société civile sur le Groupe des 20 et le développement, tenu à Séoul les 29 et 30 juillet 2010;
- b) Elles ont participé à Incheon (République de Corée), les 14 et 15 octobre 2010, à un débat entre des représentants de la société civile et des fonctionnaires coréens préparant le Sommet du Groupe des 20;
- c) Elles ont organisé une action pour l'égalité entre les sexes durant le Sommet du Groupe des 20, tenu à Séoul les 11 et 12 novembre 2010;
- d) Elles ont participé à un atelier sur la justice et l'égalité entre les sexes durant le quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, qui a eu lieu à Busan (République de Corée) du 29 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2011.

## **12. Korean Council for Local Agenda 21**

### **Statut consultatif spécial en 2005**

#### **Introduction**

Le Korean Council for Local Agenda 21 (Conseil coréen pour Action 21) est un réseau national constitué volontairement pour aider à créer des capacités locales d'application du programme Action 21. Le Conseil participe directement à la planification du développement durable.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

Le but du Conseil est d'activer des programmes de développement durable lancés par les résidents, les entreprises et les administrations pour améliorer l'environnement au niveau local et contribuer au développement durable local.

#### **Changements importants au sein de l'organisation**

Le Conseil a déposé une demande de modification de son nom en Local Sustainability Alliance of Korea (Alliance locale pour la durabilité en Corée).

#### **Contribution aux activités de l'ONU**

Aucune contribution n'est signalée.

#### **Participation aux réunions de l'ONU**

Le Conseil a participé à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable.

#### **Coopération avec des organes des Nations Unies**

Aucune coopération n'est signalée.

#### **Initiatives prises par l'organisation en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Aucune initiative n'est signalée.

## **13. Fondation coréenne pour l'aide mondiale**

### **Statut consultatif spécial en 2005**

#### **Introduction**

La Fondation coréenne pour l'aide mondiale aide des Coréens vivant sur le territoire de la République de Corée et à l'étranger à coopérer à l'unification du pays et à sa prospérité et à contribuer à la promotion de la paix et du bien-être dans le monde.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

Le but de la Fondation est d'apporter une aide alimentaire aux enfants dans le besoin, moderniser les hôpitaux, partager des médicaments et des fournitures

médicales, assurer une assistance agricole à la République populaire démocratique de Corée, entreprendre des travaux généraux de secours et des travaux de secours pour le développement ainsi qu'une action pour l'hygiène et le traitement médical, entreprendre des programmes de soutien à l'enfance en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique et assurer le caractère multiculturel des soins dispensés à la famille en République de Corée.

#### **Changements importants au sein de l'organisation**

Aucun changement important n'est signalé.

#### **Contribution aux activités de l'ONU**

La Fondation a apporté sa contribution en aidant les enfants de la République populaire démocratique de Corée, en soutenant l'éducation et les collectivités locales, en utilisant des techniques médicales de pointe et en organisant des secours d'urgence.

#### **Participation aux réunions de l'ONU**

Aucune participation n'est signalée.

#### **Coopération avec des organes des Nations Unies**

La Fondation a mené des activités humanitaires avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires en vue d'apporter des secours au Chili, en Haïti, au Japon et en République-Unie de Tanzanie.

#### **Initiatives prises par l'organisation en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

La Fondation a contribué à la réalisation des OMD en Afrique du Sud, au Cambodge, en Haïti, en Indonésie, en République populaire démocratique de Corée, en République-Unie de Tanzanie et au Viet Nam. Ainsi, des soins nutritionnels ont été dispensés à 7 839 548 enfants, 250 poulets ont été distribués à 50 ménages et des aliments à 3 696 habitants d'Haïti. La Fondation a également distribué 7,5 tonnes d'aliments pour nourrissons, et organisé des consultations médicales pour 50 femmes enceintes, des tests de dépistage du VIH pour 950 personnes, des dons de fournitures médicales à des hôpitaux et des secours d'urgence en Haïti.

La Fondation a aidé à réaliser les OMD au Cambodge, en Chine, au Japon, en République-Unie de Tanzanie et au Viet Nam en organisant l'enseignement primaire pour 35 707 enfants et en distribuant des bourses à 439 élèves, des ouvrages et des fournitures scolaires à 60 établissements, une éducation des adultes au profit de 13 479 enseignants, la fourniture de sept citernes (avec puits) qui ont bénéficié à 41 220 personnes; elle a planté 50 000 arbres, construit 12 toilettes publiques dans 12 établissements scolaires, organisé une éducation sanitaire pour 1 030 enfants, dispensé une éducation multiculturelle à 298 couples, une initiation à l'économie à 220 immigrants, distribué 100 000 dollars pour éliminer la radioactivité, dispensé un enseignement technique informatique à 70 enfants, distribué des ordinateurs à 129 enseignants, ainsi que du matériel de construction pour la construction de 36 classes et de cinq logements. La Fondation a également contribué à la réalisation des OMD en République de Corée et au Viet Nam en fournissant les moyens de réaliser des opérations sur 32 malades.

## **14. Association juridique de l'Asie et du Pacifique**

### **Statut consultatif spécial accordé en 1981**

#### **Introduction**

L'Association juridique de l'Asie et du Pacifique est une fédération internationale d'associations de juristes, d'avocats, de magistrats et d'universitaires. Son objet est de défendre les intérêts et de répondre aux préoccupations de la profession juridique en Asie et dans le Pacifique, dans les pays membres de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique. Son organe directeur est composé de représentants d'associations juridiques de 30 pays. L'Association compte des membres dans plus de 50 pays.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

Son principal objectif est de développer des relations professionnelles entre les juristes de l'Asie et du Pacifique. Elle met l'accent sur la défense et la promotion de la légalité dans des situations politiques, culturelles, sociales et économiques très différentes dans l'ensemble de la région. Dans la région, ses objectifs sont notamment :

- a) Encourager l'administration de la justice, la défense des droits de l'homme et le maintien de la légalité;
- b) Faire progresser le niveau de l'enseignement du droit par tous les moyens praticables;
- c) Améliorer le développement de la pratique juridique de ses membres et de leurs relations professionnelles et commerciales;
- d) Promouvoir le développement du droit;
- e) Encourager la normalisation dans les différentes disciplines juridiques;
- f) Favoriser des relations d'interaction entre les juristes et les associations professionnelles de juristes;
- g) Améliorer le statut de la profession juridique.

#### **Changements importants au sein de l'organisation**

Aucun changement important n'a été signalé.

#### **Contribution aux activités de l'ONU**

L'Association est la voix par laquelle s'exprime la profession juridique en Asie et dans le Pacifique et à ce titre elle a régulièrement publié des observations publiques sur la situation dans la région au cas où celles-ci contreviennent à l'exercice des droits fondamentaux ou proclamés par la loi, et plus généralement au respect de la légalité. Elle a publié des positions de principe que les organisations membres peuvent porter à l'attention de leur gouvernement. Dans cet aspect de son travail, l'Association s'est systématiquement inspirée des mécanismes et instruments des Nations Unies et elle a encouragé leur respect intégral. Elle met spécialement en avant la Déclaration universelle des droits de l'homme, la

Convention relative aux droits de l'enfant, les Principes de base relatifs au rôle du barreau et les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.

### **Participation aux réunions de l'ONU**

Depuis quatre ans, un représentant de l'Association observe régulièrement les sessions du Conseil des droits de l'homme. Un représentant a également assisté à la première session du Forum sur les entreprises et les droits de l'homme, qui s'est tenue en décembre 2012 à Genève.

### **Coopération avec des organes des Nations Unies**

En dehors de l'observation régulière des sessions du Conseil des droits de l'homme, l'Association a noué des liens avec le Bureau régional pour l'Asie de l'Est et le Pacifique de l'UNICEF à l'occasion de ses travaux de rédaction et de promulgation de la déclaration relative aux droits de l'enfant et des principes de Siem Reap. Le Conseiller du Bureau régional a joué un rôle important dans la rédaction de ces principes.

### **Initiatives prises par l'organisation en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

En organisant une formation juridique au droit de l'environnement, l'Association a contribué à l'objectif 7. De même, son action pour la protection des enfants en Asie et dans le Pacifique, au moyen de l'enseignement du droit et de la promulgation des principes, contribue expressément aux objectifs 1 à 4 des OMD.

### **Information complémentaire**

L'Association s'attache en particulier à promouvoir l'application des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Elle a rédigé une déclaration de principe sur ce sujet, qui a été adoptée comme politique par son organe directeur (Déclaration de Singapour relative aux entreprises et aux droits de l'homme). Elle a pris note des faits nouveaux à l'UNICEF, qui a mis au point les principes relatifs aux droits de l'enfant et à l'entreprise. L'Association travaillera de même à promouvoir l'adhésion de la région à ces principes par une formation juridique à l'échelle régionale.

## **15. Fondation Tebtebba**

### **Statut consultatif spécial accordé en 2001**

#### **Introduction**

La Fondation Tebtebba est une organisation de peuples autochtones et un centre de recherche, d'éducation, de sensibilisation et de documentation qui œuvre aux côtés des peuples autochtones à tous les niveaux et dans tous les domaines. Elle ambitionne de faire reconnaître et promouvoir les droits et les aspirations des peuples autochtones, tout en cherchant des terrains d'entente pour faire prévaloir la justice sociale et la justice en matière d'environnement. Elle s'y emploie en renforçant les capacités des peuples autochtones dans les domaines de la sensibilisation, de l'organisation de campagnes, du travail en réseau, de la recherche, de l'éducation, de la formation et du développement des institutions, et

en exprimant et relayant activement les vues et les aspirations des peuples autochtones.

### **Buts et objectifs de l'organisation**

Le but de l'organisation est d'accomplir sa mission par l'intermédiaire des diverses sections qu'elle a mises en place dans les domaines suivants : travail en réseau, activités de sensibilisation et campagnes; recherche, éducation et information; publications; égalité des sexes; activités juridiques; documentation.

### **Changements importants au sein de l'organisation**

Aucun changement important n'est signalé.

### **Contribution aux activités de l'ONU**

La Fondation a apporté les contributions suivantes :

- a) Elle a co-organisé, dans le Grand Manille (Philippines), la célébration de la Journée internationale des peuples autochtones, les 9 août 2009, 2010, 2011 et 2012;
- b) Elle a organisé, avec d'autres, la célébration à Baguio (Philippines) de la Journée internationale de la diversité biologique les 22 mai 2011 et 2012;
- c) Elle a organisé, avec d'autres, les réunions préparatoires pour l'Asie de l'Instance permanente sur les questions autochtones, tenues du 1<sup>er</sup> au 4 mars 2010 à Dhaka (Bangladesh), du 26 au 28 février 2011 à Chiang Mai (Thaïlande) et du 12 au 15 février 2012 à Toraja (Indonésie);
- d) En 2012, elle a mené diverses activités en vue de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, notamment en rédigeant la contribution du grand groupe des populations autochtones à la version zéro du projet de document final et en co-organisant une conférence internationale des peuples autochtones sur l'autodétermination et le développement durable, ainsi que le pavillon des peuples autochtones. Elle a également produit une publication sur la viabilité et l'amélioration du développement choisi par les peuples autochtones eux-mêmes;
- e) Elle a co-organisé la réunion préparatoire pour l'Asie de la Conférence mondiale des populations autochtones, tenue à Bangkok les 8 et 9 novembre 2012, et dans la même ville les 10 et 11 novembre, l'atelier régional pour l'Asie-Pacifique, préparatoire au Forum des peuples autochtones.

### **Participation aux réunions de l'ONU**

La Fondation a participé aux réunions suivantes :

- a) Huitième à onzième sessions de l'Instance permanente sur les questions autochtones (New York, 2009-2012);
- b) Dix-septième à dix-neuvième sessions de la Commission du développement durable (New York, 2009-2011);
- c) Réunion préparatoire intergouvernementale de la Commission du développement durable, tenue à New York du 28 février au 4 mars 2011;

- d) Soixante-quatrième réunion annuelle du Département de l'information et de la Conférence des organisations non gouvernementales, tenue à Bonn (Allemagne) du 3 au 5 septembre 2011;
- e) Discussions initiales sur la version zéro du document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, à New York, du 25 au 27 janvier 2012;
- f) Troisième réunion intersessions du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à New York du 19 au 27 mars 2012;
- g) Deuxième série de négociations officielles sur la version zéro du document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenues à New York du 23 avril au 4 mai 2012;
- h) Consultations officielles sur le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenues à New York du 29 mai au 2 juin 2012;
- i) Conférence des Nations Unies sur le développement durable, et débats sur le développement durable, lors de la Conférence de Rio du 19 au 22 juin 2012.

### **Coopération avec des organes des Nations Unies**

La coopération de la Fondation a pris les formes suivantes :

- a) Elle a organisé, avec le secrétariat de l'Instance permanente sur les questions autochtones, la réunion d'un groupe d'experts internationaux sur les industries extractives, les droits des peuples autochtones et la responsabilité sociale des entreprises, tenue à Manille du 27 au 29 mars 2009;
- b) Elle a été désignée comme l'interlocuteur régional pour l'Asie et le Pacifique par le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones du Fonds international de développement agricole, en vue de surveiller l'application de neuf petites subventions à des populations autochtones dans sept pays entre 2011 et 2014;
- c) Du 9 au 12 juillet 2012, la Fondation a organisé, à Chiang Mai, (Thaïlande), avec le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, une réunion préparatoire régionale asiatique avec les communautés autochtones et locales en vue de la onzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention;
- d) La Fondation a reçu un financement du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, de l'Organisation internationale du Travail, du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et du Fonds des Nations Unies pour la population, en vue de réaliser une étude mondiale sur la violence à l'égard des jeunes autochtones, notamment les filles et les adolescents.
- e) Elle a reçu un financement du Fonds pour l'égalité des sexes en vue d'un projet de deux ans sur la création en Asie, pour le Népal et les Philippines, d'une école de formation de femmes autochtones à de hautes responsabilités; elle a aussi reçu de la Banque mondiale des fonds pour organiser un débat mondial des représentants des peuples autochtones avec le Fonds de partenariat pour la réduction des émissions de carbone forestier; ce débat a eu lieu à Doha les 10 et 11 décembre 2012.



**Initiatives prises par l'organisation en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

S'agissant de l'objectif 1 des OMD, la Fondation a apporté une aide aux moyens d'existence durables traditionnels, en vue de renforcer la gestion traditionnelle des forêts, leur préservation et la réduction de la pauvreté dans 14 localités autochtones de 11 pays, grâce à un projet sur la protection des droits, la participation effective et l'obtention d'avantages équitables par les peuples autochtones dans les politiques et programmes REDD-plus. En 2012, elle a participé avec le Ministère philippin de la protection sociale et du développement à un programme de prestations sociales visant la réduction de la pauvreté aux Philippines.

S'agissant de l'objectif 3, la Fondation a réalisé en 2009 un projet au Cambodge et en Thaïlande, soutenu par le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, concernant des ateliers sur le suivi et la documentation, pour le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Entre 2011 et 2012, la Fondation a entrepris des recherches sur le rôle des femmes autochtones dans la gestion des forêts au Cameroun, aux Philippines et au Viet Nam. Elle a mené des activités de création de capacités pour les femmes autochtones, sur le changement climatique et le régime juridique des propriétaires et occupants de forêts. Ces activités ont eu lieu du 25 au 29 avril 2011, ainsi qu'en août 2012, dans la ville philippine de Baguio.

S'agissant de l'objectif 7, la Fondation a mené des activités de création de capacités pour l'application de la Convention sur la diversité biologique dans des localités pilotes aux Philippines pour améliorer la diversité biologique, valoriser les connaissances traditionnelles et protéger les moyens d'existence traditionnels.

---